

SANS-ABRI

Le miracle finlandais

Un programme novateur a réduit de façon spectaculaire le nombre de SDF au pays du Père Noël, à rebours du reste de l'Europe.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CLÉMENT DANIEZ,
AVEC MEERI KOUTANIEMI (PHOTOS)

Il suffit d'évoquer la situation des sans domicile fixe (SDF) en France ou en Belgique pour qu'Antti Martikainen cesse soudain de sourire. « Quand je suis allé à Paris, près de la gare du Nord, j'ai vu beaucoup de gens dormir dans la rue, y compris des familles, raconte-t-il. C'était déchirant. Cela m'a rappelé la Finlande d'avant, celle des années 1980-1990. »

Bouc roux, crâne rasé, faux airs de Bruce Willis et de Walter White, le héros de la série américaine *Breaking Bad*, Antti Martikainen sait de quoi il parle : il dirige une résidence de l'Armée du salut, Alppikatu, à Helsinki, où vivent 86 ex-SDF. Un exemple de la réussite phénoménale de Logement d'abord, lancé en 2008 par le gouvernement. Ce programme unique en Europe a mis fin au « sans-abrisme » en Finlande. Il suffit de marcher dans les rues de la capitale pour le constater.

Teija et Ari Toivanen les ont arpentées, ces rues. Visages marqués, usés par l'alcool, la misère et une chienne de vie, ils

font plus que leurs 56 et 50 ans. Leur nom est affiché sur la porte de leur studio. « Cela fait deux ans que nous vivons à Alppikatu, raconte Teija, d'une voix rocailleuse. Je suis heureuse que nous n'ayons plus à être dehors. Ici, on nous donne tout ce dont on a besoin, de quoi cuisiner ou comment obtenir les aides de Kela (organisme qui gère les allocations sociales en Finlande). Et puis, on s'entend bien avec les autres. » Les résidents d'Alppikatu ont tous signé un contrat de location pour un appartement dont ils possèdent les clés. Teija et Ari s'acquittent d'un loyer de 400 euros, ponctionné sur l'aide au logement accordée par l'Etat. Ils bénéficient sur place du soutien de 20 travailleurs sociaux, dont huit se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La Finlande, qui ne compte que 5,5 millions d'habitants, est précurseur dans la lutte contre le mal-logement. Le premier programme du genre remonte à 1987. A l'époque, quelque 18 000 SDF sont livrés à eux-mêmes. Dix ans plus tard, ils →

→ sont deux fois moins nombreux. Mais le cas des sans-abri de longue durée pousse les autorités à changer de philosophie au cours des années 2000. « Nous avons fait valoir que la résolution de leurs problèmes sociaux ne devait plus être un préalable à l'obtention d'un logement », explique Juha Kaakinen, un des experts missionnés en 2007 par le gouvernement, aujourd'hui président de la Fondation Y, le premier bailleur social du pays. Une telle approche avait déjà été expérimentée aux Etats-Unis, au niveau local, dans les années 1990. Mais c'est en Finlande qu'elle s'applique pour la première fois à l'échelle nationale.

« Bâtir une relation de confiance »

Depuis 2008, 3 700 logements ont ainsi été créés. « Nous avons bénéficié d'un consensus politique fort, avec l'accord des municipalités et l'implication des ONG engagées sur le terrain, souligne encore Juha Kaakinen. 170 millions d'euros ont été investis pendant les quatre premières années. L'argent a servi de carotte et l'absence d'alternative au programme, de bâton. Ces SDF de longue durée souffrent bien souvent d'addictions diverses ou de problèmes psychiatriques. Il est plus facile de leur apporter un soutien adéquat quand ils vivent dans leur propre appartement. Il a donc été décidé de fermer les refuges proposant une couche pour la nuit, car ces solutions temporaires favorisent le sans-abrisme. » A Helsinki, seuls 52 lits de ce genre subsistent encore.

La résidence Alppikatu est ainsi passée, en 2010, de 215 lits à 81 appartements confortables, équipés d'une cuisine et d'une salle de bains. Les travailleurs sociaux y sont deux fois plus nombreux qu'auparavant. Tous ont suivi une formation à cette nouvelle manière d'aider, plus professionnelle et moins paternaliste. « Les règles concernant l'alcool étaient très strictes autrefois, illustre Antti Martikainen. Aujourd'hui, nos locataires peuvent boire. Nous nous efforçons de bâtir une relation de confiance avec eux, pour les responsabiliser, dans la mesure du

possible. Nous les aidons aussi à régler les problèmes administratifs, mais toujours en leur suggérant ce qui est bon pour eux. Nous ne leur imposons rien. »

Certains finiront leur vie à Alppikatu, où la moyenne d'âge se situe autour de 50 ans. Avec son catogan, Ahti Salminen, 73 ans, est arrivé en 2017. « Je ne sais pas ce que je vais faire à l'avenir, mais je sais que je peux compter sur l'aide de l'équipe », confie-t-il, dans son studio propre, une vieille télévision cathodique allumée.

Des jeunes en rupture avec leur famille

En banlieue nord d'Helsinki, les 21 locataires de Rukkila ont, eux, entre 18 et 30 ans. « La plupart sont en rupture avec leur famille, reconnaît la coordinatrice de cette résidence, Tiina Koponen, mèches violettes et trousseau de clés en sautoir. Mais leurs profils sont en général moins lourds qu'à Alppikatu. Certains ne restent que quelques mois. Un seul locataire vit ici depuis que le refuge a été converti en appartements, en 2011. »

Agée de 30 ans, robe noire sous un gilet accordé à son fard à paupières turquoise, Tanja habite un deux-pièces de la résidence depuis 2015. « Vivre ici m'a permis de ne pas me retrouver exclue socialement, se satisfait la jeune femme, membre de la communauté gitane finlandaise. J'ai pu me faire des amis et mieux soigner ma dépression, pour laquelle je suis un traitement. »

Comme tous les immeubles finlandais, Rukkila possède un sauna. Les locataires n'y vont pas tous les jours. Ils préfèrent regarder des films ou jouer à la console dans le salon partagé. A l'instar

d'Alppikatu, le nettoyage des parties communes et la participation à certains ateliers permettent de gagner quelques euros. « Le Bureau de l'emploi propose des petits jobs, comme réparer des vélos, des objets ou travailler le bois », souligne Tiina Koponen. Ce matin-là, la plupart des locataires sont d'ailleurs absents.

Logement d'abord ne semble pas aussi dispendieux qu'il pourrait le laisser croire. Seul chiffre disponible : l'université de Tampere a calculé, en 2011, que la diminution des prises en charge d'urgence et des interventions de la police représentaient 14 000 euros d'économie par relogé.

4 000 nouveaux appartements d'ici à 2022

La Finlande est le seul pays de l'Union européenne où le nombre de personnes isolées sans domicile a baissé ces dernières années : - 18 % entre 2009 et 2016, selon le Centre pour le financement et le développement du logement finlandais. Néanmoins, tout n'est pas parfait au pays du Père Noël. « Il reste encore 7 000 SDF, estime Juha Kaakinen. La grande majorité d'entre eux sont dépannés par des proches. Nous espérons réduire ce chiffre de moitié dans les quatre années à venir, grâce à 4 000 nouveaux appartements. »

La ville d'Helsinki possède une liste d'attente de 400 personnes destinées à des structures comme Rukkila ou Alppikatu. « Parmi elles, 65 sont inscrites pour rejoindre notre résidence, alors qu'une douzaine de places seulement se libèrent en moyenne chaque année », regrette Antti Martikainen. « J'ai dû patienter trois ans dans une unité temporaire avant d'obtenir mon appartement à Alppikatu », témoigne Mariga, gloss aux lèvres et regard rieur.

Tanja pourrait bientôt laisser le sien à d'autres. « J'ai fait une demande de logement social », confie-t-elle. Mais elle ne quittera celui de Rukkila que lorsqu'elle le décidera, si et seulement si le prochain lui convient. En Finlande, le droit au logement est un droit fondamental. ▣

Revenu de base : la Finlande à l'heure du bilan

En pointe sur les questions sociales, le pays a testé l'intérêt d'une allocation sans conditions sur des chômeurs tirés au sort.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CLÉMENT DANIEZ, AVEC MEERI KOUTANIEMI (PHOTOS)

Noël avant l'heure. Il y a deux ans, quelque 2 000 chômeurs finlandais ont été stupéfaits de découvrir, dans leur boîte aux lettres, un courrier les informant qu'ils toucheraient 560 euros par mois jusqu'en décembre 2018. Et ce, sans conditions. « Au début, je ne pouvais pas croire à ma chance », se souvient Mira Jaskari. « C'était comme si j'avais gagné au Lotto », se remémore pour sa part Tuomas Muraja. « J'ai bêtement cru que les impôts me réclamaient de l'argent », raconte Mika Ruusunen. Ce n'était pas une plaisanterie de l'administration, mais le lancement du premier test au monde, à une échelle nationale, d'un revenu de base.

Cette somme forfaitaire remplace l'allocation de fin de droits de ces personnes sans emploi qui, âgées de 25 à 58 ans, ont

été tirées au sort pour voir si cela facilite leur reprise d'activité. « L'expérimentation proposée à l'origine était plus large, explique Minna Ylikännö, chercheuse à Kela, l'agence gouvernementale chargée de la sécurité sociale. Elle devait également concerner des petits revenus, des personnes au foyer, mais aussi des jeunes de moins de 25 ans. Les fonds alloués se limitant à 20 millions d'euros, les ambitions initiales ont été revues à la baisse. »

Contrairement à l'allocation chômage, ce revenu de base peut se cumuler sans variation avec un emploi rémunéré. « J'ai signé un contrat d'informaticien mi-décembre, juste avant de recevoir la lettre de Kela, s'excuse presque Mika Ruusunen. Ce bonus m'a essentiellement permis de rembourser un prêt. » Il a simplifié la vie de Mira Jaskari. « Je n'aurais pas pu accepter un emploi à mi-temps sans ce revenu de base, car il était dans une autre ville et n'aurait pas suffi à payer mes factures, explique cette habitante d'Helsinki, cheveux bleus et piercing dans le nez. J'ai malheureusement dû le lâcher, à cause d'une dépression. »

Ce montant garanti a tellement facilité la vie de Tuomas Muraja, aux revenus aléatoires, qu'il redoute la fin de l'expérience. « Je vais à nouveau devoir remplir des formulaires pour toucher des aides », craint ce journaliste, qui va d'ailleurs publier un livre sur le sujet. Muraja loue la

« liberté » qu'apporte le revenu de base. « On n'a plus le stress de ce que l'on pourrait perdre si on retrouve une activité, souligne-t-il. Contrairement à ce que d'autres disent, cela ne renforce pas la passivité des chômeurs. Grâce à ce dispositif, la douzaine de participants que j'ai interrogés ont plus facilement accepté un emploi ou réussi à se lancer à leur compte. »

Pas de généralisation à toute la population

Pour autant, l'expérimentation ne sera pas prolongée l'an prochain. Elle ne devrait pas connaître non plus de seconde vie après les législatives du 14 avril 2019. Ni le Parti du centre ni le Parti

« BEAUCOUP DE GENS ONT LE SENTIMENT QUE CELA DEVIENT DE PLUS EN PLUS CHER D'AVOIR UNE VIE DÉCENTE. »

de la coalition nationale, qui se partagent le pouvoir, ne veulent finalement la mise en place d'un revenu universel. Pis, ils ont diminué les droits des chômeurs pendant la même période. Quant au Parti social-démocrate (PSD), le favori des sondages, il défend plutôt l'idée d'un accompagnement personnalisé, incitatif, sans réduction des allocations.

Ces grands partis, comme les syndicats, estiment que la généralisation d'un revenu de base à l'ensemble de la population plomberait le pays. « Cela ferait plonger de 5 % le déficit budgétaire

finlandais », estime Ilkka Kaukoranta, économiste à l'Organisation centrale des syndicats, proche du PSD. La fédération patronale, EK, pense de même. « Cela coûterait onze milliards d'euros, c'est irréaliste pour un pays de 5,5 millions de personnes, fait valoir Vesa Rantahalvari, du syndicat patronal, chargé de la politique sociale. D'autant que nous avons un taux de chômage trop élevé, au-dessus de 7 %, et une population active trop basse (72 %). La Finlande compte 250 000 chômeurs, mais 100 000 emplois à pourvoir. »

La collecte des données et des témoignages des 2 000 participants ne fait que débiter. Minna Ylikännö est dans l'équipe chargée de leur analyse. Les premières conclusions devraient être dévoilées avant les élections. Elle a conscience que l'exemple finlandais sera observé de près. « Beaucoup de gens ont le sentiment que cela devient de plus en plus cher d'avoir une vie décente et qu'il faut se résoudre à toujours plus de sacrifices, note-t-elle. Inévitablement, le revenu de base reviendra dans la discussion. » En Finlande, comme à l'étranger. **V**